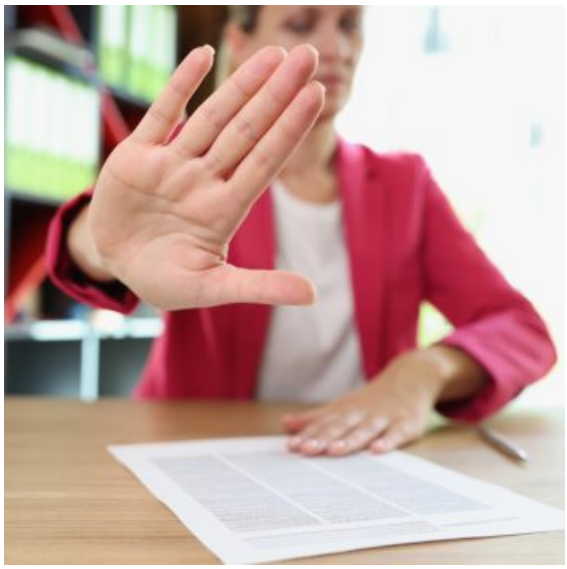
Pétitions : budget et loi Duplomb

ACTUS MILITANTES



Afin d'exprimer le rejet des choix inacceptables du gouvernement, signez les pétitions : "NON à la loi Duplomb" sur le site de l'Assemblée nationale et en intersyndicale "Budget : les sacrifices pour le monde du travail, ça suffit"

Loi "Duplomb" : face à un recul inacceptable pour l'environnement et la santé, un nouveau débat s'impose

Communiqué presse

Bagnolet, le 21 juillet 2025

L'UNSA avait condamné avec force la loi agricole dite "Duplomb", définitivement adoptée par l'Assemblée

Ce texte incarne un retour en arrière préoccupant : il autorise notamment la réintroduction de pesticides d et des engagements climatiques de la France. Il reconnaît également les mégabassines comme étant d' « intensifs.

Face à ces reculs, la **mobilisation citoyenne** s'organise. Deux jours après l'adoption de la loi, une **pétiti — Pour la santé, la sécurité, l'intelligence collective »**, a connu un **élan sans précédent**. Ce dimanch de l'Assemblée nationale, rassemblant plus de 500 000 soutiens en moins de 24 heures. Cette mobilisati

Fidèle à ses engagements pour une transformation écologique socialement juste et ambitieuse, **l'UNSA a en signant massivement cette pétition sur le site de l'Assemblée Nationale. © UNSA 2025**

Laurent Escure, Secrétaire général de l'UNSA

Contact presse : Guillaume Trichard, Secrétaire général adjoint de l'UNSA

Budget : les sacrifices pour le monde du travail ça suffit

Pétition intersyndicale adressée au premier Ministre par l'intersyndicale :

CFDT, CGT, FO, CFE-CGC, CFTC, UNSA, FSU, SOLIDAIRES

Le 15 juillet, le premier Ministre François Bayrou a présenté les axes d'un budget d'une brutalité sans précédent.

Après le mouvement social inédit de protestation contre la réforme des retraites, sans tenir compte des aspirations des travailleuses et travailleurs comme de l'évolution du monde du travail, l**e gouvernement nous annonce à nouveau une litanie de mesures là encore, brutales, injustes et inefficaces !**

Citons la **suppression** de deux jours **fériés**, des **coupes** dans les **services publics**, la **remise en cause du droit du travai**l, une énième **réforme de l'assurance chômage**, le **gel des prestations sociales** et celui des **salaires des fonctionnaires comme des contractuel**·les, la **désindexation** des pensions de **retraites**, le **doublement des franchises médicales**, la **remise en cause de la 5ème semaine de congés** payés…

Le gouvernement a choisi de faire payer les travailleuses et les travailleurs, les précaires, les retraité·es, les malades.

Or, face au sérieux des déficits publics, **il existe des solutions qui intègrent les plus hauts revenus comme la contribution des entreprises.**

Il est temps de reposer la question :

- des entreprises qui continuent à percevoir chaque année 211 milliards d'euros d'aides publiques, sans transparence, ni évaluation, et surtout sans conditionner ces aides à l'atteinte de quelconques objectifs en matière d'emploi, de qualité de l'emploi, ni de respect d'ambitions sociales ou environnementales.
- des dividendes records, surtout, en cas de licenciements ou délocalisations,
- de la justice fiscale concernant les hauts revenus qui échappent à toute contribution réelle.
  Et tout cela alors que des rapports récents montrent l'indécence de cette situation au vu de l'explosion des inégalités et du nombre dramatique de personnes basculant en dessous du seuil de pauvreté.

Le problème de la dette, c'est d'abord le manque de recettes. Il est temps d'accepter d'ouvrir la discussion sur la progressivité de la fiscalité, la contribution des hauts revenus ou des patrimoines, et la légitimité de l'optimisation fiscale !

Pas question que ce soient encore les travailleuses et travailleurs, les demandeurs d'emploi, les jeunes et les retraité·es qui payent la facture, à la fois financièrement, mais aussi dans une flexibilité encore intensifiée !

L'ensemble des organisations syndicales appelle à refuser ce musée des horreurs, à défendre ensemble notre modèle social et la dignité au travail.

Ce que nous attendons, c'est un projet respectueux pour le Pays, porteur d'espoir et de justice.

Je signe cette pétition pour exiger l'abandon immédiat de ces mesures.



aHR0cHMlM0ElMkYlMkZ3d3cudW5zYS1lZHVjYXRpb24uY29tJTJGYXJ0aWNsZS0lMkZidWRnZXQtMjAy